

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1990 B 00151 Numéro SIREN : 353 661 614 Nom ou dénomination : ATBS
--

Ce dépôt a été enregistré le 14/10/2021 sous le numéro de dépôt 15869



Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	75 471	74 947	524	3 040
	Fonds commercial (1)	27 441		27 441	27 441
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 738 530	1 570 769	167 761	239 803
	Autres immobilisations corporelles	582 831	500 718	82 113	97 647
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	22 215		22 215	22 215
TOTAL (II)		2 446 488	2 146 434	300 054	390 147
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	253 143	41 397	211 746	233 631
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	53 261		53 261	54 895
	Marchandises	5 256		5 256	6 463
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	977 726	80 187	897 539	961 397
	Autres créances	349 591		349 591	75 091
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	522 524		522 524	723 442
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (III)	2 161 500	121 584	2 039 917	2 054 920
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		4 607 989	2 268 018	2 339 971	2 445 066

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

22 215

22 215

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

Capitaux Propres	Capital social ou individuel	700 000	700 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	14 550	14 550
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	70 000	70 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	332 492	316 567
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	226 285	365 890
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	103 894	119 995
	Total des capitaux propres	1 447 221	1 587 002
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		13 314
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		13 314
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	207 524	198 660
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	402 162	282 223
	Dettes fiscales et sociales	240 442	290 945
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	42 622	72 922
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	892 750	844 750
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 339 971	2 445 066
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	226 284,56	365 890,34
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	765 836	714 116
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	58 190		58 190	59 913
	Production vendue (Biens)	4 343 809		4 343 809	5 165 883
	Production vendue (Services et Travaux)	91 649		91 649	115 916
	Montant net du chiffre d'affaires	4 493 649		4 493 649	5 341 712
	Production stockée			(1 634)	(3 230)
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			97 305	111 950
	Autres produits			7	11
Total des produits d'exploitation (1)				4 589 328	5 450 443
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			38 452	42 220
	Variation de stock			1 207	(482)
	Achats de matières et autres approvisionnements			1 785 850	2 070 744
	Variation de stock			12 809	407
	Autres achats et charges externes			1 187 085	1 462 285
	Impôts, taxes et versements assimilés			53 143	55 216
	Salaires et traitements			752 795	803 752
	Charges sociales du personnel			271 386	295 871
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			124 999	160 534
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			66 552	42 469
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			957	39 256
Total des charges d'exploitation (2)				4 295 236	4 972 272
RESULTAT D'EXPLOITATION				294 092	478 171

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

RESULTAT D'EXPLOITATION		294 092	478 171
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	311	176
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 824	2 862
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 135	3 038
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	9 905	4 905
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		9 905	4 905
RESULTAT FINANCIER		(7 771)	(1 867)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		286 321	476 304
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	6 993	817
	Sur opérations en capital		36 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	44 081	50 417
	Total des produits exceptionnels	51 074	87 234
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	500	
	Sur opérations en capital		7 294
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 665	33 017
	Total des charges exceptionnelles	15 165	40 311
RESULTAT EXCEPTIONNEL		35 908	46 923
PARTICIPATION DES SALAIRES		17 179	28 578
IMPOTS SUR LES BENEFICES		78 766	128 759
TOTAL DES PRODUITS		4 642 536	5 540 715
TOTAL DES CHARGES		4 416 251	5 174 824
RESULTAT DE L'EXERCICE		226 285	365 890
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		311	176
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 339 971** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 642 536** euros et un total **charges** de **4 416 251** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **226 285** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2020** et finit le **31/12/2020**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Informations spécifiques

- **Conséquences liées au contexte de la crise COVID-19**

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Les activités ont été affectées par le contexte COVID-19 fin du premier trimestre 2020 jusqu'à fin juin 2020, notamment du fait de l'arrêt du secteur du bâtiment lors du 1er confinement.

Les comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés dans ce contexte, avec les incidences suivantes:

- Baisse de chiffre d'affaires sur la période de fin mars 2020 à fin juin 2020 impactant le compte de résultat sur cette période
- Recours au dispositif d'activité partielle, avec heures indemnisées suivant aides de l'état (4 686 heures déclarées), les incidences correspondantes étant inscrites, pour leur montant net, dans les comptes de charges de personnel conformément aux préconisations de l'A.N.C.
- Dans le cadre des mesures de soutien mises en place par le Gouvernement, l'entreprise a bénéficié:

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- du report d'échéances d'emprunts de mars/avril 2020 à septembre 2020, la durée des plans d'amortissement étant modifiés du nombre d'échéances reportées.
- du différé de paiements des cotisations URSSAF de mars et avril 2020 au 15 juin 2020.

Par ailleurs, la société n'a pas sollicité de prêt garanti par l'état (possibilités d'aides financières exceptionnelles dans le contexte Covid-19 en 2020).

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2020 par le Dirigeant, la crise COVID-19 étant toujours en cours, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

- Provisions pour risques et charges

Au 31/12/2020 il n'existe pas de provision pour risques et charges, la provision d'un montant de 13 314€ figurant au 31/12/2019 ayant été reprise sur l'exercice 2020 (départ salarié 01-2020)

Immobilisations

En application du règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), un test de dépréciation du fonds de commerce a été réalisé.

Au regard de ce test, le fonds de commerce ne présente pas de perte de valeur.

En conséquence, aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes de l'exercice.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Pour les biens non décomposables, la société a adopté les mesures de simplification visant les PME, en retenant la durée d'usage pour déterminer leurs plans d'amortissement.

Cependant, certaines immobilisations spécifiques non décomposables mais significatives (matériels de production et matériels de transport) sont amorties économiquement suivant leur durée d'utilité, les durées d'usage antérieurement pratiquées étant maintenues pour le calcul de l'amortissement fiscal, l'amortissement dérogatoire constatant cette différence de méthode.

Les catégories de biens décomposés peuvent éventuellement concerner les agencements des constructions, certains matériels de production spécifiques (dont outillages et logiciels adaptés) et certains matériels de transport de marchandises.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Ces biens sont amortis économiquement suivant leur durée d'utilité (variables suivant la structure et les différents composants de chaque catégorie), les durées d'usage antérieurement pratiquées étant maintenues pour le calcul de l'amortissement fiscal, l'amortissement dérogatoire constatant cette différence de méthode.

Le tableau ci-après résume les modes et durées d'amortissements pratiqués:

Typologie d'actifs	Méthode d'amortissement	Durée
Logiciels	Linéaire	3 ans
Installations techniques, Matériel industriel	Linéaire Linéaire et décomposition	de 5 à 6 ans 8 ans pour matériel spécifique
Outillage	Dégressif	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	de 4 à 6 ans
Matériel de bureau et informatique	Dégressif	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	de 7 à 8 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Elle est Calculée à partir des différents lots identifiables de chaque article concerné (uniquement matières premières), en retenant distinctement la plus basse des deux valeurs entre le prix de revient et le cours au dernier jour de l'exercice (ou valeur actuelle qui s'apprécie en fonction du prix de marché).

Une provision complémentaire peut être effectuée au regard de l'ancienneté ou de la non rotation des articles en stock, conduisant de ce fait à appliquer un pourcentage de dépréciation sur ceux-ci.

La provision pour dépréciation constatée au bilan est de 41 397€, dont dotation sur l'exercice de 41 397€ et reprise sur provision de 32 321€.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Intéressement des salariés

Un accord d'intéressement a été signé en date du 25 août 2020 pour une durée de 3 ans, en renouvellement de celui mis en place sur la société en date du 29 juin 2017.

Pour la première année d'application du nouvel accord, le compte de résultat de l'exercice clos intègre une charge d'intéressement de 17 179€, le forfait social étant de 0, celui-ci n'étant plus applicable aux entreprises de moins de 50 salariés pour les sommes versées à compter de 2019.

Engagements de fin de carrière

Les engagements de retraite ont été calculés selon les dispositions de la convention Collective de la métallurgie.

Elle garantit aux salariés une indemnité de départ variable en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise et de leur rémunération.

Fonction de différentes hypothèses retenues (âge de départ en retraite, départ volontaire, taux d'actualisation, taux de hausse salariale, taux de rotation des effectifs et taux de charges sociales applicable), les engagements de retraite sont évalués en fonction des données actualisées au 31/12/2020.

Le montant de l'engagement de retraite ainsi calculé, dont charges sociales, s'élève à 52 449 €, et, est couvert par des versements annuels à une assurance indemnité de fin de carrière, pour un montant valorisé à 63 023 €.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2020

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES				
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	22 215	22 215	
	Clients douteux ou litigieux	104 679	104 679	
	Autres créances clients	873 047	873 047	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	608	608	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 407	10 407	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	13 310	13 310	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	4 213	4 213	
	Groupe et associés	281 462	281 462	
	Débiteurs divers	39 591	39 591	
	Charges constatées d'avances			
	TOTAL DES CREANCES	1 349 532	1 349 532	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2020

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES				
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	207 524	80 610	126 914
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	402 162	402 162	
	Personnel et comptes rattachés	99 162	99 162	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	97 022	97 022	
	Impôts sur les bénéfices	2 766	2 766	
	Taxes sur la valeur ajoutée	38 608	38 608	
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 885	2 885	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés			
	Autres dettes	42 622	42 622	
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance			
	TOTAL DES DETTES	892 750	765 836	126 914
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	50 000		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	41 139		
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)			

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	102 443		469			102 912
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	102 443		469			102 912
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 734 604		3 926			1 738 530
	Instal., agencement, aménagement divers	170 060					170 060
	Matériel de transport	354 081		27 615			381 696
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	28 178		2 897			31 075
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 286 923		34 438			2 321 361
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	22 215					22 215
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22 215					22 215
TOTAL		2 411 581		34 907			2 446 488

Amortissements

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	71 962	2 985		74 947
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 962	2 985		74 947
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 494 801	75 968		1 570 769
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	159 106	6 627		165 733
	Matériel de transport	268 924	37 354		306 278
	Matériel de bureau, mobilier	26 641	2 066		28 707
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 949 473	122 014		2 071 487
TOTAL		2 021 435	124 999		2 146 434

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles		96			2 595		(2 498)
TOTAL IMMOB INCORPORELLES		96			2 595		(2 498)
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels	9 002			12 156			(3 153)
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport	5 567			16 017			(10 450)
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES	14 569			28 172			(13 603)
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL	14 569	96		28 172	2 595		(16 101)
TOTAL GENERAL NON VENTILE			14 665			30 767	(16 101)

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	119 995	14 665	30 767	103 894
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	119 995	14 665	30 767	103 894
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	13 314		13 314	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 314		13 314	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	32 321	41 397	32 321	41 397
	Sur comptes clients	56 206	25 155	1 174	80 187
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	88 527	66 552	33 495	121 584
TOTAL GENERAL		221 836	81 218	77 576	225 478
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			66 552 14 665	33 495 44 081	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Produits à recevoir		52 829
Autres créances		52 829
<i>Frs/ r.r.r à obtenir</i>	36 100	
<i>Autres organ.prod. à recevoir</i>	10 197	
<i>Etat produits à recevoir</i>	4 213	
<i>Produits à recevoir div.organ.</i>	2 320	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Charges à payer		195 369
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		19
<i>Int courus s/emp. bancaire</i>	19	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		22 751
<i>Fournisseurs fres n/parvenues</i>	22 751	
Dettes fiscales et sociales		130 119
<i>Dettes provisions congés</i>	71 217	
<i>Personnel autres charg.à payer</i>	25 821	
<i>Dettes ch.sociales s/prov.cp</i>	26 834	
<i>Organ. sociaux ch. à payer</i>	6 247	
Autres dettes		42 480
<i>Clients avoirs à établir</i>	40 315	
<i>Divers charges à payer</i>	2 165	

--

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en **euros**

	Période	Montants	31/12/2020
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en **euros**

	Période	Montants	31/12/2020
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION Néant			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

--

Dettes garanties par des Suretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette		Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2020
NEANT				
		TOTAL		

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	10 209,00	68,5670	700 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	10 209,00	68,5670	700 000,00

Effectif moyen

	31/12/2020	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	2	
	Professions intermédiaires		
	Employés	4	
	Ouvriers	19	3
	TOTAL	25	3

Identité de la société mère consolidant les comptes

31/12/2020

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
HOLDING TORTIGER PARTICIPATIONS ZI DU HAUT COUDRAY 49460 MONTREUIL JUIGNE	SA	11 359 540	99,96



SOCIETE ATBS
Société par Actions Simplifiée au capital de 700 000 Euros
Siège Social : Zone Industrielle du Haut Coudray
49460 MONTREUIL JUIGNE

R.C.S. Angers B 353 661 614

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 21 JUIN 2021

TROISIEME RESOLUTION

AFFECTATION DU RESULTAT

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 226 284,56 € de la manière suivante :

- Résultat de l'exercice	226 284,56 €
- Prélèvement sur les autres réserves	73 757,95 €
- Total à distribuer	300 042,51 €
- Distribution de dividendes	300 042,51 €
Chaque actionnaire percevra un dividende unitaire de 29,39 €	

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est donc de 29,39 €.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social au plus tard au 30 juin 2021.

Avertissement : Les revenus et gains du capital perçus par les personnes physiques (pour l'essentiel, dividendes d'actions), auparavant taxés selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu (IR), sont soumis, à compter de 2018, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU, aussi appelé flat tax) de 12,8% auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2%, ce qui se traduit par une taxation globale de 30%.

Le PFU s'applique de plein droit sauf si le contribuable décide de soumettre ses revenus mobiliers au barème progressif de l'IR (1). Cette option, expresse et irrévocable, est globale (elle porte sur l'ensemble des revenus et gains entrant dans le champ d'application du PFU). Elle doit être exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration.

En pratique, Les dividendes versés à partir du 1^{er} janvier 2018 à des associés personnes physiques domiciliés en France sont donc, en principe, lors de leur versement, soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire (PFNL) obligatoire de 12,8%.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement. Ces personnes formulent, sous leur responsabilité, leur demande de dispense au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus, en produisant, auprès de la société, une attestation sur l'honneur

indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement des revenus est inférieur aux montants susmentionnés.

Au final, Pour les associés qui se voient appliquer le prélèvement de 12,8%, la société versera un dividende amputé de 30% (12,8% + 17,2% de prélèvements sociaux) et la somme correspondante sera versée directement au trésor.

Pour l'imposition définitive, ils sont soumis à l'IR au taux forfaitaire de 12.8%% (PFU) ou, sur option globale, au barème progressif après application de l'abattement de 40% (CGI art. 158-3, 2° à 4°). Le prélèvement (PFNL) s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré.

(1) Rappel : **En cas d'option au barème progressif de l'IR**, Conformément au 2° de l'article 158-3 du Code général des impôts, ce dividende est éligible à l'abattement de 40%. Il est toutefois rappelé que la possibilité de pratiquer effectivement l'abattement susvisé est fonction de la situation du bénéficiaire des revenus et du régime d'imposition qui lui est applicable.

A ce titre, Les dividendes versés à partir du 1^{er} janvier 2018 à des associés personnes physiques domiciliés en France sont, sauf dispense, soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire (PFNL) obligatoire de 12,8%, puis sont soumis au barème progressif de l'IR après application de l'abattement de 40% (CGI art. 158-3, 2° à 4°). Ce prélèvement (PFNL) s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré. Pour ces personnes, Une fraction de la CSG acquittée à la source comprise dans les prélèvements sociaux, est déductible du revenu imposable de l'année de son paiement pour le barème progressif. Cette fraction est de 6.8% pour les dividendes versés à compter du 1^{er} janvier 2018 (5,1% auparavant).

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois derniers exercices, ont été les suivantes :

	Dividendes Total	Dividende Unitaire
Exercice 2019	349 964,52 €	34,28 € éligible à l'abattement de 40% pour les p.p
Exercice 2018	250 018,41 €	24,49 € éligible à l'abattement de 40% pour les p.p
Exercice 2017	199 994,31 €	19,59 € éligible à l'abattement de 40% pour les p.p

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

S.A.S. A.T.B.S.**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020****RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

SOMMAIRE

PAGES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

1 à 4

COMPTES ANNUELS

- . Bilan Actif-Passif
- . Compte de résultat
- . Annexe

5 - 6

7 - 8

9 à 25

S.A.S. A.T.B.S.

Adresse : Z.I. du Haut Coudray
49460 MONTREUIL-JUIGNE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de la société A.T.B.S.,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société A.T.B.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 15 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes
BECOUZE

L. de SAINT GEORGE
Associé

V. GOISLOT
Associé

Ce rapport comprend 25 pages.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	75 471	74 947	524	3 040
	Fonds commercial (1)	27 441		27 441	27 441
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	1 738 530	1 570 769	167 761	239 803
	Autres immobilisations corporelles	582 831	500 718	82 113	97 647
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	22 215		22 215	22 215
TOTAL (II)		2 446 488	2 146 434	300 054	390 147
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	253 143	41 397	211 746	233 631
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	53 261		53 261	54 895
	Marchandises	5 256		5 256	6 463
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	977 726	80 187	897 539	961 397
	Autres créances	349 591		349 591	75 091
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	522 524		522 524	723 442
	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (III)	2 161 500	121 584	2 039 917	2 054 920
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		4 607 989	2 268 018	2 339 971	2 445 066

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

22 215

22 215

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

Capitaux Propres	Capital social ou individuel	700 000	700 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	14 550	14 550
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	70 000	70 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	332 492	316 567
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	226 285	365 890
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	103 894	119 995
	Total des capitaux propres	1 447 221	1 587 002
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		13 314
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		13 314
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	207 524	198 660
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	402 162	282 223
	Dettes fiscales et sociales	240 442	290 945
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	42 622	72 922
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	892 750	844 750
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 339 971	2 445 066
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	226 284,56	365 890,34
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	765 836	714 116
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	58 190		58 190	59 913
	Production vendue (Biens)	4 343 809		4 343 809	5 165 883
	Production vendue (Services et Travaux)	91 649		91 649	115 916
	Montant net du chiffre d'affaires	4 493 649		4 493 649	5 341 712
	Production stockée			(1 634)	(3 230)
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			97 305	111 950
	Autres produits			7	11
	Total des produits d'exploitation (1)			4 589 328	5 450 443
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			38 452	42 220
	Variation de stock			1 207	(482)
	Achats de matières et autres approvisionnements			1 785 850	2 070 744
	Variation de stock			12 809	407
	Autres achats et charges externes			1 187 085	1 462 285
	Impôts, taxes et versements assimilés			53 143	55 216
	Salaires et traitements			752 795	803 752
	Charges sociales du personnel			271 386	295 871
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			124 999	160 534
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			66 552	42 469
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			957	39 256
	Total des charges d'exploitation (2)			4 295 236	4 972 272
RESULTAT D'EXPLOITATION				294 092	478 171

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

RESULTAT D'EXPLOITATION		294 092	478 171
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	311	176
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 824	2 862
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 135	3 038
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	9 905	4 905
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		9 905	4 905
RESULTAT FINANCIER		(7 771)	(1 867)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		286 321	476 304
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	6 993	817
	Sur opérations en capital		36 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	44 081	50 417
	Total des produits exceptionnels	51 074	87 234
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	500	
	Sur opérations en capital		7 294
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 665	33 017
	Total des charges exceptionnelles	15 165	40 311
RESULTAT EXCEPTIONNEL		35 908	46 923
PARTICIPATION DES SALAIRES		17 179	28 578
IMPOTS SUR LES BENEFICES		78 766	128 759
TOTAL DES PRODUITS		4 642 536	5 540 715
TOTAL DES CHARGES		4 416 251	5 174 824
RESULTAT DE L'EXERCICE		226 285	365 890

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

311

176

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 339 971** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 642 536** euros et un total **charges** de **4 416 251** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **226 285** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2020** et finit le **31/12/2020**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Informations spécifiques

- **Conséquences liées au contexte de la crise COVID-19**

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Les activités ont été affectées par le contexte COVID-19 fin du premier trimestre 2020 jusqu'à fin juin 2020, notamment du fait de l'arrêt du secteur du bâtiment lors du 1er confinement.

Les comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés dans ce contexte, avec les incidences suivantes:

- Baisse de chiffre d'affaires sur la période de fin mars 2020 à fin juin 2020 impactant le compte de résultat sur cette période
- Recours au dispositif d'activité partielle, avec heures indemnisées suivant aides de l'état (4 686 heures déclarées), les incidences correspondantes étant inscrites, pour leur montant net, dans les comptes de charges de personnel conformément aux préconisations de l'A.N.C.
- Dans le cadre des mesures de soutien mises en place par le Gouvernement, l'entreprise a bénéficié:

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- du report d'échéances d'emprunts de mars/avril 2020 à septembre 2020, la durée des plans d'amortissement étant modifiés du nombre d'échéances reportées.
- du différé de paiements des cotisations URSSAF de mars et avril 2020 au 15 juin 2020.

Par ailleurs, la société n'a pas sollicité de prêt garanti par l'état (possibilités d'aides financières exceptionnelles dans le contexte Covid-19 en 2020).

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2020 par le Dirigeant, la crise COVID-19 étant toujours en cours, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

- Provisions pour risques et charges

Au 31/12/2020 il n'existe pas de provision pour risques et charges, la provision d'un montant de 13 314€ figurant au 31/12/2019 ayant été reprise sur l'exercice 2020 (départ salarié 01-2020)

Immobilisations

En application du règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), un test de dépréciation du fonds de commerce a été réalisé.

Au regard de ce test, le fonds de commerce ne présente pas de perte de valeur.

En conséquence, aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes de l'exercice.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Pour les biens non décomposables, la société a adopté les mesures de simplification visant les PME, en retenant la durée d'usage pour déterminer leurs plans d'amortissement.

Cependant, certaines immobilisations spécifiques non décomposables mais significatives (matériels de production et matériels de transport) sont amorties économiquement suivant leur durée d'utilité, les durées d'usage antérieurement pratiquées étant maintenues pour le calcul de l'amortissement fiscal, l'amortissement dérogatoire constatant cette différence de méthode.

Les catégories de biens décomposés peuvent éventuellement concerner les agencements des constructions, certains matériels de production spécifiques (dont outillages et logiciels adaptés) et certains matériels de transport de marchandises.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Ces biens sont amortis économiquement suivant leur durée d'utilité (variables suivant la structure et les différents composants de chaque catégorie), les durées d'usage antérieurement pratiquées étant maintenues pour le calcul de l'amortissement fiscal, l'amortissement dérogatoire constatant cette différence de méthode.

Le tableau ci-après résume les modes et durées d'amortissements pratiqués:

Typologie d'actifs	Méthode d'amortissement	Durée
Logiciels	Linéaire	3 ans
Installations techniques, Matériel industriel	Linéaire Linéaire et décomposition	de 5 à 6 ans 8 ans pour matériel spécifique
Outillage	Dégressif	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	de 4 à 6 ans
Matériel de bureau et informatique	Dégressif	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	de 7 à 8 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Elle est Calculée à partir des différents lots identifiables de chaque article concerné (uniquement matières premières), en retenant distinctement la plus basse des deux valeurs entre le prix de revient et le cours au dernier jour de l'exercice (ou valeur actuelle qui s'apprécie en fonction du prix de marché).

Une provision complémentaire peut être effectuée au regard de l'ancienneté ou de la non rotation des articles en stock, conduisant de ce fait à appliquer un pourcentage de dépréciation sur ceux-ci.

La provision pour dépréciation constatée au bilan est de 41 397€, dont dotation sur l'exercice de 41 397€ et reprise sur provision de 32 321€.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Intéressement des salariés

Un accord d'intéressement a été signé en date du 25 août 2020 pour une durée de 3 ans, en renouvellement de celui mis en place sur la société en date du 29 juin 2017.

Pour la première année d'application du nouvel accord, le compte de résultat de l'exercice clos intègre une charge d'intéressement de 17 179€, le forfait social étant de 0, celui-ci n'étant plus applicable aux entreprises de moins de 50 salariés pour les sommes versées à compter de 2019.

Engagements de fin de carrière

Les engagements de retraite ont été calculés selon les dispositions de la convention Collective de la métallurgie.

Elle garantit aux salariés une indemnité de départ variable en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise et de leur rémunération.

Fonction de différentes hypothèses retenues (âge de départ en retraite, départ volontaire, taux d'actualisation, taux de hausse salariale, taux de rotation des effectifs et taux de charges sociales applicable), les engagements de retraite sont évalués en fonction des données actualisées au 31/12/2020.

Le montant de l'engagement de retraite ainsi calculé, dont charges sociales, s'élève à 52 449 €, et, est couvert par des versements annuels à une assurance indemnité de fin de carrière, pour un montant valorisé à 63 023 €.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	22 215	22 215	
	Clients douteux ou litigieux	104 679	104 679	
	Autres créances clients	873 047	873 047	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	608	608	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 407	10 407	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	13 310	13 310	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	4 213	4 213	
	Groupe et associés	281 462	281 462	
	Débiteurs divers	39 591	39 591	
	Charges constatées d'avances			
	TOTAL DES CREANCES	1 349 532	1 349 532	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	207 524	80 610	126 914	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	402 162	402 162		
	Personnel et comptes rattachés	99 162	99 162		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	97 022	97 022		
	Impôts sur les bénéfices	2 766	2 766		
	Taxes sur la valeur ajoutée	38 608	38 608		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 885	2 885		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	42 622	42 622		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	892 750	765 836	126 914	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		50 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		41 139			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	102 443		469			102 912
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	102 443		469			102 912
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 734 604		3 926			1 738 530
	Instal., agencement, aménagement divers	170 060					170 060
	Matériel de transport	354 081		27 615			381 696
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	28 178		2 897			31 075
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 286 923		34 438			2 321 361
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	22 215					22 215
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22 215					22 215
TOTAL		2 411 581		34 907			2 446 488

Amortissements

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	71 962	2 985		74 947
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 962	2 985		74 947
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 494 801	75 968		1 570 769
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	159 106	6 627		165 733
	Matériel de transport	268 924	37 354		306 278
	Matériel de bureau, mobilier	26 641	2 066		28 707
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 949 473	122 014		2 071 487
TOTAL		2 021 435	124 999		2 146 434

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles		96			2 595		(2 498)
TOTAL IMMOB INCORPORELLES		96			2 595		(2 498)
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels	9 002			12 156			(3 153)
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport	5 567			16 017			(10 450)
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES	14 569			28 172			(13 603)
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL	14 569	96		28 172	2 595		(16 101)
TOTAL GENERAL NON VENTILE			14 665			30 767	(16 101)

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	119 995	14 665	30 767	103 894
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	119 995	14 665	30 767	103 894
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	13 314		13 314	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 314		13 314	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	32 321	41 397	32 321	41 397
	Sur comptes clients	56 206	25 155	1 174	80 187
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	88 527	66 552	33 495	121 584
TOTAL GENERAL		221 836	81 218	77 576	225 478
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			66 552 14 665	33 495 44 081	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Produits à recevoir		52 829
Autres créances		52 829
<i>Frs/ r.r.r à obtenir</i>	36 100	
<i>Autres organ.prod. à recevoir</i>	10 197	
<i>Etat produits à recevoir</i>	4 213	
<i>Produits à recevoir div.organ.</i>	2 320	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Charges à payer		195 369
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		19
<i>Int courus s/emp. bancaire</i>	19	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		22 751
<i>Fournisseurs ftes n/parvenues</i>	22 751	
Dettes fiscales et sociales		130 119
<i>Dettes provisions congés</i>	71 217	
<i>Personnel autres charg.à payer</i>	25 821	
<i>Dettes ch.sociales s/prov.cp</i>	26 834	
<i>Organ. sociaux ch. à payer</i>	6 247	
Autres dettes		42 480
<i>Clients avoirs à établir</i>	40 315	
<i>Divers charges à payer</i>	2 165	

Charges à répartir

Etat exprimé en euros

	Durée amortissement ou étalement	Montant Net au Début d'exercice	Mouvements de l'exercice Augmentations	Mouvements de l'exercice Diminutions	Montant Net au 31/12/2020
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Charges différées					
Frais d'acquisition des immobilisations					
Frais d'émission des emprunts					
Charges à étaler					

--

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en **euros**

	Période	Montants	31/12/2020
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en **euros**

	Période	Montants	31/12/2020
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION Néant			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

--

Dettes garanties par des Suretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette		Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2020
NEANT				
		TOTAL		

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	10 209,00	68,5670	700 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	10 209,00	68,5670	700 000,00

Effectif moyen

	31/12/2020	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	2	
	Professions intermédiaires		
	Employés	4	
	Ouvriers	19	3
	TOTAL	25	3

Identité de la société mère consolidant les comptes

31/12/2020

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
HOLDING TORTIGER PARTICIPATIONS ZI DU HAUT COUDRAY 49460 MONTREUIL JUIGNE	SA	11 359 540	99,96

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros								
	31/12/2020	31/12/2019	%	%	31/12/2020	31/12/2019	%	%
Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés Emetteur Filiales intégrées globalement Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes Emetteur Filiales intégrées globalement	3 417	2 923	100,00	100,00				
Sous-total	3 417	2 923	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement Juridique, fiscal, social Autres								
Sous-total								
TOTAL	3 417	2 923	100,00	100,00				

--